

l'invité

C'est en « futurologue humaniste », comme il aime à se définir, que Joël de Rosnay laboure les grands enjeux de 2009, an II du développement durable à Maurice. S'il reprend le slogan de campagne d'Obama, ce n'est pas le signe d'un optimisme béat. Maurice a des raisons d'espérer, mais sous conditions. L'une d'elles : « *Il n'y aura ni croissance économique, ni développement durable si l'on en reste aux débits très réduits que connaît aujourd'hui Internet dans le pays.* »

Joël de Rosnay

conseiller du Premier ministre chargé du projet « Maurice, île durable »

« **Yes, we can !** »

En 2008, le développement durable est devenu l'alpha et l'oméga de la communication d'entreprise, au point que le concept a été un peu vidé de son sens initial. Commençons donc par une petite piqûre de rappel...

Je n'ai jamais beaucoup aimé ce terme de « développement durable ». Il est directement traduit de l'anglais « *sustainable development* », qui lui, est beaucoup plus explicite. En effet, il fait appel à la notion de co-régulation d'un système complexe dans lequel entre de l'énergie et de l'information et duquel ressortent des déchets et des actions. Ce qui nécessite l'intervention des écocitoyens pour réguler le système et lui permettre de rester à l'équilibre.

La définition la plus connue est celle proposée par Gro Harlem Brundtland, ancien Premier ministre de Norvège, qui a lancé ce concept : « *Un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.* »

Plus récemment j'ai proposé de faire appel à la notion de « Développement adaptatif régulé » et de réinvestissement dans l'éco-capital. Ce dernier représente le capital écologique de la planète Terre ou d'un pays comme l'île Maurice. Réinvestir dans l'éco-capital, c'est-à-dire l'amortir, correspond beaucoup mieux à ma notion de développement durable.

Il y a un an, le Premier ministre vous confiait le projet « Maurice, île durable » (MID). Quand vous faites le bilan de ces 12 mois, quels résultats comptabilisez-vous ?

En un an je trouve que beaucoup a été fait. Il y a d'abord eu une prise de conscience gouvernementale, médiatique, et plus récemment industrielle et de la population mauricienne. Le gouvernement a pris des mesures budgétaires et légales pour favoriser le développement durable. Un important budget a été voté dans le cadre du « MID Fund ». Il contribue déjà au financement de nombreux projets universitaires, associatifs et industriels. Des dispositions ont été prises pour assurer la subvention de chauffe-eau solaires chez les familles. Et des réglementations sont à l'étude pour rendre obligatoire la mise aux normes

HQE (Haute qualité environnement) des nouvelles constructions.

D'autre part, la reconnaissance des petits producteurs indépendants d'énergie est en cours. Ce qui signifie que ceux qui disposent d'éoliennes ou de mini-centrales hydroélectriques pourront revendre l'électricité ainsi produite au CEB. On se retrouvera dans la situation favorable des petits planteurs indépendants face aux grandes sucreries. Enfin, des décisions ont été prises pour la construction de fermes éoliennes, pour le tri et le recyclage des déchets, ainsi que pour l'importation de voitures hybrides ou électriques.

Le cœur du gouvernement balance entre développement durable et construction d'une centrale à charbon. A quoi bon promouvoir l'environnement si, dans le même temps, ces efforts sont réduits à néant par une sur-émission polluante de CO2 ?

Le projet CT Power a été lancé avant la mise en œuvre du programme « Maurice, île durable ». D'importants intérêts sont en jeu. Il est toujours difficile dans ce cas de ralentir ce type de projets, voire de l'ajourner. Je l'ai toujours dit : en tant que scientifique, je considère que ce projet est en contradiction avec le concept même de développement durable du pays. Ce projet dégrade l'image que Maurice a acquise en peu de temps en Europe et dans le monde pour faire de l'île durable un projet pilote.

Rappelons-nous cette importante phrase du Premier ministre dans son discours de l'Unesco : « *Si l'île Maurice réussit, le monde peut réussir.* » Certes, il est indispensable de ne pas avoir de coupures d'électricité comme c'est le cas en Afrique du Sud. Mais il est tout à fait possible de parvenir à des solutions alternatives pour obtenir les 110 MW nécessaires. Notamment grâce à l'apport des centrales bagasse-charbon. Il conviendrait donc de réétudier le projet CT Power.

Le Premier ministre avait marqué les esprits et affirmé son intérêt pour l'écologie lorsqu'il avait stoppé le projet d'autoroute qui devait dégrader la vallée de Ferney. Il serait en adéquation avec l'île durable s'il envisageait une stratégie voi-

sine pour le projet CT Power.

Deux mois après son introduction, l'heure d'été perturbe encore le ronron des Mauriciens et met la basse-cour des gémissants en révolution. Que vous inspire cette attitude ?

La modification des horaires - une des règles les plus acceptées par les habitudes de chacun - peut conduire à certaines perturbations, et donc à une forme de rejet. Il faut attendre les résultats et étudier les statistiques qui seront bientôt publiées. Il est fort probable que l'on réalise des économies d'énergie. Mais il faudra tempérer les avantages quantitatifs par les désavantages qualitatifs sur la vie des personnes, et celle des animaux. Sans oublier les perturbations liées à des cycles intégrés à la vie des gens, comme par exemple, les pratiques religieuses.

Si le développement durable a intégré le discours de chacun, ou presque, sa mise en œuvre, se fait attendre. Comment passer du discours aux actes ?

Le plus difficile est de changer les habitudes. C'est par l'expérimentation et l'évaluation que l'on pourra passer des discours aux actes. C'est de la base vers le sommet de la pyramide - et non par la démarche inverse - que se feront les changements les plus importants. C'est grâce aux résultats obtenus que chacun pourra, autour de soi et pour son pays, contribuer au développement durable. Cela prend évidemment du temps mais il en va de l'avenir de la planète.

Comment faire prendre conscience aux entrepreneurs que leur activité peut être à la fois verte, rentable et pérenne ?

Beaucoup l'ont déjà compris. Les programmes de technologies vertes que va lancer Barak Obama aux Etats-Unis vont dynamiser les investissements dans ce domaine, à l'échelle de la planète entière. A l'île Maurice, de grandes chaînes d'hôtels commencent à se rendre compte que les investissements réalisés dans le tourisme vert, ceux effectués pour les économies d'énergie, la climatisation ou l'eau chaude sont non seulement générateurs de revenus complémentaires, mais permettent aussi d'assurer une rentabilité pérenne.

Évidemment, les investissements

dans le développement durable sont considérés, au départ, comme un coût supplémentaire. Mais lorsque l'on combine, par exemple, les énergies renouvelables entre elles et que les aléas des unes compensent les aléas des autres, on s'aperçoit que globalement les investissements réalisés sont générateurs de revenus. Cela est abondamment démontré dans tous les systèmes de production énergétique qui combinent les filières dans une approche intégrée.

Quelles sont les stratégies à mettre en place pour impliquer davantage la population ?

Il y a plusieurs stratégies. Au premier rang se trouvent l'information, l'éducation et la responsabilisation. L'information est de mieux en mieux diffusée par les grands journaux, magazines, émissions de radio et de télévision. On ne peut plus dire que les populations ne sont pas sensibilisées aux gestes quotidiens pour protéger l'environnement, à ce qu'il faut faire pour sauvegarder la biodiversité, ou économiser l'énergie. Mais notre expérience à la Cité des Sciences et de l'Industrie (Paris) nous montre que la sensibilisation est une première étape.

La compréhension pratique de son action, sur un environnement qui paraît lointain, est encore plus importante. Nous avons lancé il y a deux ans une grande exposition intitulée « Climax ». Les effets spectaculaires sur le réchauffement climatique ont passionné et inquiété nos visiteurs. À la sortie, ils nous disaient : « *Et moi, qu'est-ce que je peux faire maintenant, chez moi, avec ma famille ?* » Nous avons alors produit des petits livrets, des brochures, des DVD expliquant les gestes simples que chacun peut faire dans son environnement immédiat.

Le développement durable justifie aussi des démarches néfastes pour l'environnement. Dernier exemple d'« éco-blanchiment » caractérisé : un projet de construction de 145 villas de luxe sur l'île-aux-Bénitiers. N'avez-vous pas l'impression qu'on retient surtout le « développement » et que le « durable » est un peu oublié ?

On peut utiliser tous les prétextes possibles pour favoriser des développements immobiliers conduisant à dégrader les

paysages. Par exemple, mettre en avant le fait qu'un complexe hôtelier sur une île de rêve permettrait de nettoyer les plages polluées par les touristes qui ont accès par bateau au littoral. Il faut être très vigilant par rapport à ce type d'argument. Car le béton, les constructions sans normes HQE, les arrosages de jardin ou de golfs, les engrais ou les pesticides pour améliorer les paysages, sont de nature à polluer les lagons. Sans parler des déchets humains ou animaux et du tout-à-l'égout.

Il serait donc important que le ministère de l'Environnement se préoccupe sérieusement de ce type de question, y compris de la pollution visuelle représentée par des constructions anarchiques extrêmement préjudiciables à la qualité des paysages mauriciens.

Quels pourraient être les critères d'un tourisme durable ?

L'importance, me semble-t-il, est que les touristes comprennent qu'il ne s'agit pas seulement d'emprunter une partie de l'éco-capital mauricien, par exemple en se baignant dans le lagon bleu, mais également de réinvestir dans cet éco-capital. Ils devront progressivement devenir des *partenaires* du développement durable. Ils devront aussi respecter la diversité culturelle qui fait la richesse et la force de l'île. Un tourisme durable est à ce prix.

Une prise de conscience des éco-touristes (sous la responsabilité des transporteurs aériens, des tour-opérateurs, et des chaînes d'hôtels) est essentielle. Elle permettra à leurs descendants de continuer à participer au développement durable d'un paradis comme Maurice, tout en bénéficiant de son extraordinaire qualité de vie et de loisirs.

La croissance quantitative est l'unique gage de « bonne santé » de notre économie. N'est-ce pas la pire ennemie du développement durable ?

Bien sûr. Selon le vieux principe de l'économie classique, la croissance économique et matérielle devait se poursuivre pratiquement sans limites. Or, on sait qu'il est impossible de croître sans limites dans un environnement lui-même limité - soit par l'espace, soit par les ressources minières, alimentaires ou énergétiques. C'est ce qui a conduit, dans les années 60, au concept de « limites de la croissance » et même de « croissance zéro ».

Ce concept est aujourd'hui mis en cause car on sait à quel point la croissance économique est nécessaire mais pas à tout prix. Non seulement nous devons protéger les ressources et l'environnement, mais aussi contribuer à l'avènement des « sociétés de la connaissance ». Cette notion, que je considère très importante, vient relayer celle de la croissance économique traditionnelle. La croissance des connaissances, du savoir, de l'information, commence à s'exprimer dans le cadre de la civilisation du numérique. Elle va se poursuivre en meilleure harmonie avec le développement durable.

Mais pour que cette croissance des connaissances progresse à Maurice, il faudra que le pays se dote de réseaux et de moyens de communication à la hauteur de ses ambitions. Il n'y aura ni croissance économique, ni développement durable si l'on en reste aux débits très réduits que connaît aujourd'hui Internet dans le pays !

Nos décideurs politiques semblent procéder dans des cadres temporels qui ne conviennent pas au développement durable. Sont-ils capables d'accepter que ce qu'ils sèment aujourd'hui puisse germer et profiter dans une autre échelle de temps ?

Il y a une sorte de contradiction entre la démarche des politiques et celle des environnementalistes. Les politiques sont élus à court terme, dans des espaces limités et par des électeurs locaux. Or, les problèmes écologiques sont, par nature, à long terme, globaux, et concernent la population mondiale. Cependant, certains grands hommes politiques, visionnaires, ayant pris la mesure des enjeux planétaires, sont capables d'adapter leurs politiques locales à des problèmes globaux. La vision d'un Al Gore aux Etats-Unis, ou maintenant d'un Barack Obama, démontre que ces hommes politiques ont pris la mesure des enjeux planétaires.

A Maurice, le Premier ministre a toujours été concerné par les problèmes d'environnement. Il convient de se souvenir à ce sujet de l'arrêt du projet d'autoroute qui devait dénaturer la vallée de Ferney. Ses efforts pour promouvoir « Maurice, île durable » démontrent qu'il a pris la mesure de ce projet pilote pour le monde.

Vous consacrez - bénévolement - du temps et de l'énergie à Maurice. Cette énergie est-elle renouvelable ? Autrement dit, votre engagement sera-t-il durable ?

Absolument ! Je suis né à Maurice et je suis très fier de mon pays, de sa diversité culturelle, de la chaleur de son accueil, de son dynamisme et de l'ouverture au monde de sa population. Tant qu'on me demandera d'apporter mes conseils à ce magnifique projet qu'est « Maurice, île durable », je répondrai présent !

Que pouvons-nous attendre de 2009, an II du développement durable ?

J'espère que des budgets plus importants seront votés pour de nouveaux projets. Que les industriels, notamment de l'hôtellerie, se mobiliseront pour investir dans ce secteur. Des entreprises internationales investiront aussi à Maurice pour des éoliennes, des panneaux photovoltaïques ou des panneaux solaires thermiques. Et je pense que nous avons beaucoup à apprendre de la Chine dans le domaine du biogaz, pour la production d'électricité.

Enfin, j'espère que 2009 marquera la reconnaissance de la plus importante source d'énergie pour la production d'électricité : la géothermie. Maurice est une île volcanique. Il y a donc beaucoup de chaleur dans son sous-sol. Il reste encore à l'exploiter de manière économique. Je souhaite attirer l'attention du gouvernement et des industriels sur ce très important potentiel énergétique pour l'avenir.

A l'heure des résolutions, quel pourrait être l'éco-geste mauricien de 2009 ?

Transmettre à la population, aux associations, universités, écoles, industries, organismes publics et même au gouvernement, la *confiance* dans le modèle que Maurice est en train de construire : un modèle de développement durable pour le monde. Je le redis : si Maurice réussit, le monde peut réussir ! *Yes, we can !*

■ Entretien réalisé par
Fabrice ACQUILINA

PROFIL

Joël de Rosnay en 8 dates

1937. Naissance à Curepipe.

1959. Mariage avec Stella Jebb.

1961. Premier Champion de France de surf.

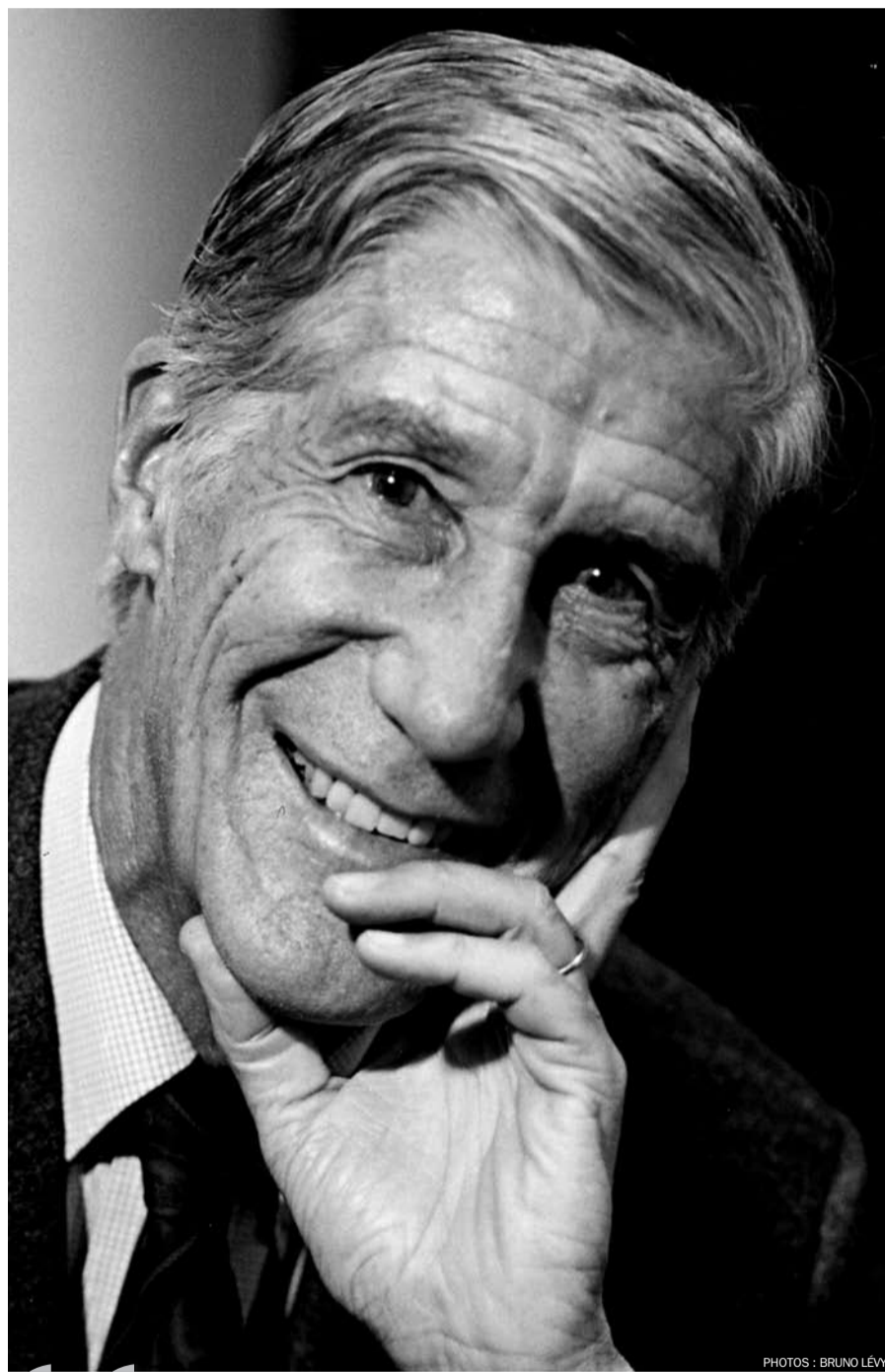
1965. Thèse de Doctorat ès Sciences à l'Institut Pasteur.

1967. *Research Associate, Massachusetts Institute of Technology (MIT).*

1975. Entrée à l'Institut Pasteur.

1983. Entrée à la Cité des Sciences et de l'Industrie.

2007. Conseiller spécial de Navin Ramgoolam.



PHOTOS : BRUNO LÉVY

« Le plus difficile est de changer les habitudes. C'est de la base vers le sommet de la pyramide - et non par la démarche inverse - que se feront les changements les plus importants. »